

L'anticommunisme comme instrument de mobilisation du parti socialiste belge de 1945 à 1954

Pascal DELWIT

1. Introduction

La représentation du communisme, de l'URSS et du parti communiste de Belgique (PCB) par et dans le parti socialiste belge (PSB) a fort évolué de 1945 à 1954. Il importe de distinguer les étapes clés de cette représentation et les sentiments qu'elle a suscités.

Au lendemain de la libération, la perception de l'Union soviétique est très positive : l'URSS est figurée comme un des trois grands ayant vaincu le nazisme et, donc, comme l'une des puissances ayant permis le retour de la liberté en Belgique et sur le continent européen.

Pour ce qui concerne le PCB, les choses se présentent de façon plus complexe pour plusieurs raisons.

1. Son appréhension variera selon les interlocuteurs dans le PSB. Les relations sont souvent bonnes entre les membres du parti socialiste « de l'intérieur », c'est-à-dire les cadres de la résistance du PSB, alors qu'à Londres ou au niveau syndical ¹, on craint l'influence communiste dans les organisations de la résistance, en particulier au sein du front de l'indépendance ².
2. Même si ces rapports sont corrects, le PCB se présente à la libération comme un concurrent redoutable pour le PSB.

Concurrent au niveau électoral, d'abord. Le PSB, les sociaux-chrétiens et les libéraux retarderont d'ailleurs, autant que faire se peut, les premières élections législatives ³. Elles n'auront lieu qu'en février 1946. Le PCB recueille 12,7% des voix contre 31,6% au PSB.

Concurrent, aussi, au niveau syndical. La centrale belge des syndicats uniques (CBSU) a fusionné avec la CGTB les 28 et 29 avril 1945 pour former la fédération générale du travail de Belgique (FGTB). La CBSU regroupait elle-même les comités de luttes syndicales (CLS) créés durant la guerre par le PCB, le mouvement syndical unifié (MSU) d'André Renard — principalement implanté parmi les sidérurgistes liégeois — et le syndicat général unifié des services publics (SGUSP). L'influence communiste était suffisamment forte ⁴ pour obtenir un des cinq postes de secrétaire général de la nouvelle organisation, qui échut au Liégeois Théo Dejae.

Les communistes belges feront partie de l'équipe gouvernementale — le plus souvent en alliance avec les socialistes et les libéraux — jusqu'en mars 1947, année et moment symbolique d'une évolution importante sur le plan international. De nouveaux contours politiques et géographiques divisent l'Europe. La guerre froide est entrée dans une phase « visible ». L'antisoviétisme et l'anticommunisme sont à l'ordre du jour.

Dans un premier temps, plusieurs responsables socialistes, à l'instar du président Max Buset, incitent à la prudence face au développement de l'anticommunisme : « Je veux vous mettre en garde contre l'anticommunisme rabique. Avec le contexte international d'aujourd'hui, mesurez bien vos pas avant de partir en croisade contre le communisme »⁵. Mais ces avertissements seront vite dépassés par la surenchère pratiquée par les autorités américaines et les autorités soviétiques.

Dès lors, les relations se tendent entre directions socialiste et communiste. Deux moments essentiels de cette tension sont les mouvements sociaux du début de l'année 1948 et les élections législatives en Italie, en avril 1948.

2. Le tournant de 1947-1948

Relayant les grèves qui ont eu lieu en Italie et en France, principalement à l'initiative du PCI et du PCF, le PCB lance ses troupes syndicales dans un mouvement dur. Le contexte économique est difficile pour la population belge sous la coalition socialiste-sociale-chrétienne, dirigée par Paul-Henri Spaak.

Le PSB craignait une action communiste sur le plan social depuis janvier 1948. Mais cette crainte était aussi cultivée et amplifiée par la figure emblématique du parti, Paul-Henri Spaak. Dans un exposé au bureau du parti, le 5 janvier 1948, il met en garde ses « camarades » contre le véritable danger qui menace le PSB et la Belgique : non les difficultés économiques et sociales, les « cléricaux » certes, mais surtout l'Union soviétique et son « relais belge », le PCB :

« Je commence par dire qu'il faut voir large et long. Je suis en ce moment très dominé par le problème de la politique extérieure. Je ne pense pas que nous sommes à la veille d'une guerre mais je dis cependant que la politique étrangère va mal. (...) Nous ne pouvons envisager la situation du parti et du pays en dehors de la situation extérieure. Voyez combien se développe la campagne communiste contre les pays européens occidentaux. (...) Si en Belgique, rien ne s'est encore passé de ce genre, c'est dû à notre excellente situation économique. (...) Au-delà des considérations politiques du pays, c'est cela le vrai problème qui est en train de se poser. Pour éviter la communisation de l'Europe, il faut que nous restions dans la ligne 100%, un point c'est tout. Le communisme est un malheur, un danger et cela influencera toute ma politique »⁶.

Dans cette perspective, la réaction d'ensemble du PSB face aux grèves qui éclatent au début du mois de février dans les secteurs minier, énergétique et dans les postes n'est pas étonnante. En public, ce mouvement social est avant tout présenté comme l'œuvre des communistes belges qui cherchent à mettre en difficulté l'équipe socialiste-sociale-chrétienne. Pourtant, une lecture attentive du *Peuple* révèle la condition pénible du monde ouvrier en ce début d'année 1948⁷. Louis de Brouckère expliquera même que les « symptômes certains d'un malaise grave » sont dus à « l'échec mainte-

nant manifeste de la politique qui a prévalu jusqu'à ce jour en matière de prix et de salaires » ⁸.

En revanche, les débats internes dans le parti témoignent que tous les responsables socialistes ne sont pas rangés à la thèse du complot et du noyautage communistes et de l'impopularité de la mobilisation civile. Certains orateurs nuancent voire démentent les assertions des deux principaux ministres socialistes du gouvernement, Spaak ⁹ et Van Acker ¹⁰. En particulier Edouard Anseele, de la fédération de Gand :

« Je n'aime pas les déclarations de Spaak et de Van Acker. Je n'aime pas non plus de toujours entendre dire, c'est de l'agitation communiste. Ce qui est certain, c'est que les bourgeois doivent être contents de ces deux déclarations. Pourtant, Van Acker dit lui-même qu'il y a eu un malaise. Ce n'est d'ailleurs pas étonnant lorsqu'on pense que les augmentations de prix sont arrivées en plein hiver ».

Et Anseele de mettre en garde son parti :

« Faites attention, notre parti compte quand même encore des ouvriers (*sic*) et tout cela pourrait un jour, nous jouer de biens vilains tours » ¹¹.

Cette intervention est relayée par le Liégeois Deloye, qui ne cache pas les doutes qui traversent sa fédération sur les explications apportées à ce mouvement social :

« Je dis aussi que l'on met trop l'accent sur l'agitation communiste. Il y a un malaise et la fédération liégeoise a été si impressionnée par le discours de Van Acker qu'il a fallu l'autorité de Merlot qui était à la réunion, sinon il y aurait eu de l'agitation contre le gouvernement. Nos camarades ministres se seraient sentis à Liège dans une très drôle de situation » ¹².

Il est donc décidé d'abandonner aussi vite que possible la mobilisation civile.

Tandis qu'il dénonce le noyautage communiste, le PSB désigne un autre bouc-émissaire : les « étrangers », en particulier les Italiens ¹³.

Le PSB et les dirigeants socialistes de la FGTB exploiteront cette situation pour éliminer le secrétaire général communiste de la FGTB. Le PCB avait en effet imposé à Théo Dejace de se retirer ¹⁴ et espérait lui substituer Avaux. A la fin du mois de février, le congrès de la FGTB refuse cette opération. Le nombre de secrétaires est ramené de cinq à quatre (par 480 255 voix contre 163 880) et Avaux ne récolte que 142 voix sur 603 votants ¹⁵. Après ces événements, le communisme est régulièrement décrié et dénoncé par les organes de presse socialistes et les principaux responsables du parti.

L'attitude envers les importantes élections italiennes d'avril 1948 procède de cette philosophie. Le PSB fustigera ainsi le comportement du parti socialiste italien qui a fait alliance avec le PCI, cependant que la classe ouvrière italienne, blâmée pour vouloir son « fascisme à elle » ¹⁶, se voit assener une leçon de paternalisme par Victor Larock : « Pour le reste, attendons les résultats des élections. Il y a des revers plus salutaires que des victoires. (...) Vienne un gouvernement qui saura les mettre à l'ouvrage, les instruire, leur faire les conditions de vie auxquelles ils ont droit et le danger mortel qui plane sur l'Italie pourra être conjugué » ¹⁷. La défaite de l'union socialiste et communiste est accueillie avec un réel soulagement.

Avec la reconstitution « officielle » du « pilier » socialiste en juillet 1949, lors de la création de l'action commune socialiste, la FGTB entérine de fait la (re)prise en main

de l'organisation syndicale dans l'orbite socialiste et, de manière corollaire, l'échec de la tentative communiste d'implantation en son sein. Dans ce résultat, Louis Major, secrétaire général-adjoint, aura joué un rôle majeur. Rôle dont il sera d'ailleurs félicité par Max Buset : « Il n'y a aucun reproche à vous faire, vous avez nettoyé les syndicats des éléments communistes et je pense que, si d'un commun accord nous réalisons l'unité socialiste, ce serait un bon résultat »¹⁸.

3. L'anticommunisme, enjeu de politique internationale

Un autre axe essentiel de l'anticommunisme et l'antisoviétisme socialistes porte sur les choix de politique extérieure, tout particulièrement par Paul-Henri Spaak. Sa ligne de conduite est claire et ne sera jamais démentie par la suite : les pays « libres » d'Europe, c'est-à-dire l'Europe occidentale, doivent s'unir et fonder leur sécurité et leur développement économique commercial sur une relation intime avec les Etats-Unis. Le rejet de l'Union soviétique et l'affirmation de la coopération euro-péo-américaine sont intimement liés. Le 28 septembre 1948, la « diabolisation » de l'Union soviétique et des partis communistes d'Europe occidentale¹⁹ est scellée lors de son célèbre discours de la « peur » à l'ONU. Spaak y déclare :

« Savez-vous quelle est la base de notre politique ? C'est la peur, la peur de votre gouvernement, la peur de votre politique. Et si j'ose employer ces mots, c'est parce que la peur que j'évoque n'est pas la peur d'un lâche, n'est pas la peur d'un ministre qui représente un pays qui tremble, un pays qui est prêt à demander pitié ou à demander merci. Non, c'est la peur que peut avoir, c'est la peur que doit avoir un homme quand il regarde vers l'avenir et qu'il considère tout ce qu'il y a peut-être encore d'horreur et de tragédie, et de terribles responsabilités dans cet avenir »²⁰.

Mais nous les retrouvons de manière récurrente dans ses prises de position, qui font souvent office de position du PSB en matière étrangère. Ainsi en est-il, par exemple, de la création de l'Etat d'Israël que Spaak récuise au nom de l'emprise, supposée ou réelle, de l'Union soviétique dans cette fondation :

« Les Russes (...) se sont dits, nous allons tâcher de gagner un pont du côté d'Israël. Ce n'est rien de plus facile pour les Russes de se mettre du côté des juifs et pendant que les Américains se mettent en Grèce, les juifs ouvrent les portes du communisme à Tel Aviv. Je pense qu'il faut essayer d'arranger le conflit et je ne vois pas la nécessité de reconnaître l'Etat d'Israël »²¹.

C'est au nom de cette même crainte que Max Buset invitera ses amis et les puissances occidentales à soutenir la création et le développement de l'Etat d'Israël :

« Les Russes et leurs congénères orientaux sont déjà en train d'organiser leur représentation diplomatique et consulaire et leur propagande — culturelle pour commencer en Palestine. Les démocrates juifs, socialistes en tête, en sont impressionnés. Ils tournent leur regard anxieux vers l'Occident. Ils ne comprennent pas que des pays anticommunistes laissent ainsi le champ libre à l'influence soviétique »²².

Spaak sera un fervent promoteur des orientations politiques américaines, notamment l'installation du plan Marshall et de l'organisation européenne de coopération économique (OEEC)²³. Rik Coolsaet en parle d'ailleurs comme « l'allié le plus important des Etats-Unis » à cette époque²⁴. Dans les dernières années de la décennie qua-

rante, Spaak impulse manifestement un arrimage à une version « occidentale » de l'Europe ²⁵. Les socialistes ratifieront ainsi le plan Marshall, le traité de Bruxelles, le Conseil de l'Europe et l'Alliance atlantique de manière quasi unanime. Il ne se trouvera, en définitive, qu'Isabelle Blume — pourtant porte-parole du parti sur les questions étrangères jusqu'en 1949 — pour critiquer ouvertement la naissance du traité de l'Alliance atlantique. Cette position anticipe celles qu'elle prendra au début des années cinquante et qui lui vaudront son exclusion.

Durant les années de législature sociale-chrétienne homogène (1950-1954), l'anticommunisme et l'antisoviétisme seront constamment mobilisés pour la ratification, par les parlementaires socialistes belges, des Communautés européennes en construction. Cette instrumentalisation de la « peur du Soviétique » vise tout à la fois l'opinion publique et les responsables à l'intérieur du PSB. Nous la retrouvons de manière permanente dans les éditoriaux du *Peuple* de 1950 à 1954 ²⁶. Spaak n'hésite d'ailleurs pas à se lancer sur un terrain où on aurait pu l'imaginer plus prudent et discret : l'attitude face au nazisme et à la guerre. Il s'y lance pour dénoncer la campagne du PCB contre la CED et dénie, contre l'évidence la plus élémentaire ²⁷, leur participation à la résistance contre les nazis : « Leurs écrits le démontrent clairement : jamais les communistes belges n'ont eu la volonté de défendre la Belgique contre les nazis. Jamais, ils ne se sont sentis solidaires de leur pays attaqué, vaincu, occupé » ²⁸. En matière d'anticommunisme, d'antisoviétisme et de peurs, de fantasmes mais aussi de leur instrumentalisation interne et externe, le débat sur la Communauté européenne de défense constitue d'ailleurs un véritable « révélateur ».

Lors du congrès des 2 et 3 décembre 1950, le PSB avait accepté de manière prudente l'éventualité d'un réarmement allemand. Le *leitmotiv* restait toujours le même : contenir l'Union soviétique et l'expansion du communisme. Ce mot d'ordre et cette volonté sont présentées de façon obsédante par les principaux porte-parole du parti en matière internationale. Bien souvent, le fantasme n'est pas loin :

« Mais comment toute leur attention [aux puissances d'Europe occidentale] ne serait-elle pas fixée sur ce fait majeur de notre temps : il y a six ans, l'Union soviétique comptait moins de deux cents millions d'habitants avec ses satellites d'Europe et d'Asie, c'est maintenant un bloc de près de 800 millions d'habitants (...) que le reste de notre continent voit se dresser en face de lui » ²⁹.

Toutefois, la stabilisation de la guerre en Corée, le durcissement de la politique étrangère américaine et surtout les perspectives de concrétisation de ce réarmement rendront de nombreux adhérents sceptiques voire hostiles au plan Pleven. Perceptible dans la presse socialiste, cette contestation se manifeste réellement au congrès du PSB à la fin de l'année 1951. S'établit dès lors une lutte implacable dans l'organisation socialiste sur l'attitude face au projet CED. Pour les partisans de la CED, il s'agit de la moins mauvaise des solutions possibles dans le cadre d'un réarmement présenté comme inéluctable face à la politique soviétique, décrite comme expansionniste et dangereuse.

« Il faut le répéter sans cesse, écrit Paul-Henri Spaak en 1952, car tant de gens semblent l'oublier : ce n'est pas de gaîté de cœur qu'il nous faut accepter de défendre, quelques années après la fin de la guerre, l'idée de réarmer l'Allemagne. Qu'on ne l'oublie pas. Ce ne sont ni les Américains, ni les Européens d'Occident qui ont délibé-

rément voulu la chose. Elle s'est imposée à eux comme une suite inévitable de la politique russe »³⁰.

D'autres, remettent en cause l'anticommunisme et la « vague réactionnaire » que charrie la campagne en faveur de la CED. Au surplus, ils s'opposent au traité en raison de son inconstitutionnalité : Henri Rolin³¹ est la figure de proue de ce combat³². Mais il ne faut pas s'y tromper, tant Rolin qu'Anseele et les autres opposants à la CED de gauche partagent une grande crainte à l'égard du « communisme ». Il y va plutôt d'une question de degré, ce que souligne l'éminent juriste international :

« Nos dirigeants ne peuvent se laisser arrêter dans leurs efforts par le climat électoral qui règne aux Etats-Unis et la surenchère d'anticommunisme à laquelle se livrent les deux partis rivaux. Le péril communiste est une réalité que nul d'entre nous ne songe à contester, mais l'anticommunisme militant contient lui aussi une menace contre la paix. Il est temps d'en prendre conscience »³³.

C'est le congrès de novembre 1953 qui détermina l'issue de cette bataille. Rarement, division aussi profonde apparut à l'intérieur du PSB. Dans le débat au congrès, les peurs, les craintes, les fantasmes furent exprimés sans détour et de manière explicite. « Peur du rouge », de l'Union soviétique dans certains cas. Peur de l'Allemagne dans d'autres. Deux interventions de personnalités brillantes nous paraissent à cet égard tout à fait révélatrices :

« Je me défends de faire appel à un sentiment primitif antiallemand mais je ne puis concevoir, par exemple, comment nos amis liégeois pourront assister à un défilé allemand (*sic*) place Saint-Lambert » (Henri Rolin)³⁴.

« Ce sont des gens [les Russes] dont il est extrêmement difficile d'obtenir des concessions. Je me demande si la négociation correspond à leur psychologie (*sic*) » (Fernand Dehousse)³⁵.

En définitive, le principe de la ratification sera voté par 451 voix contre 248 et 37 abstentions.

4. L'expulsion d'Isabelle Blume ou le cordon sanitaire contre le PCB

C'est à propos de la CED qu'une des opposantes les plus farouches à la ratification, Isabelle Blume, sera exclue³⁶. Elle s'était singularisée à plusieurs reprises dans le PSB en combattant la logique anticommuniste des traités signés dans les années quarante, en particulier le pacte atlantique. Adversaire de longue date de Paul-Henri Spaak, elle juge très tôt la réorganisation européenne et internationale d'après-guerre comme une initiative à vocation antisoviétique et, plus largement, antisocialiste pilotée par les autorités américaines. Ferme dans son refus de suivre ce cheminement, sa résistance culmina avec le projet de Communauté européenne de défense. Mais elle se distingua dans ce combat dès lors que, non contente de rejeter le traité, elle n'hésita pas à le condamner dans des meetings, où elle côtoyait des orateurs communistes ce que ne pouvait tolérer le PSB qui voulait dresser un véritable cordon sanitaire entre ses militants et ceux du PCB. Il avait adopté une résolution en ce sens le 5 mars 1951 :

« L'adhésion ou la participation de socialistes avec des non socialistes à des groupements, des mouvements ou des actions politiques, en Belgique ou à l'étranger,

est susceptible dans bien des cas de créer dans l'opinion publique des équivoques au sujet de la politique du parti. (...) Pour éviter de pareils désagréments, il leur [aux membres] est demandé de s'assurer de l'accord du bureau avant de donner leur adhésion ou leur concours à des initiatives politiques pour lesquelles ils ne sont pas mandatés par des instances régulières du parti. Les membres qui ne solliciteraient pas les avis du bureau en la matière pourraient s'exposer aux mesures disciplinaires prévues par les statuts »³⁷.

Le PSB dressa un réquisitoire en bonne et due forme contre Isabelle Blume, non sans l'avoir instamment priée de rompre tout lien avec des responsables communistes :

« Le bureau (...) constate, au surplus que votre attitude crée des difficultés au parti, cependant qu'elle fait admirablement le jeu de certain parti adverse qui vous mettrait au pas sans ménagement si vous en étiez membre et si vous preniez à son égard les libertés que vous vous permettez de prendre avec notre parti. En dépit de ces faits et tenant compte des services que vous avez rendus au parti et de ceux que vous seriez encore capable de lui rendre, le bureau nous a chargés une dernière fois auprès de vous, de la manière la plus pressante, pour que vous renonciez aux activités ainsi incriminées à juste titre, et que vous acceptiez de vous conformer dorénavant à la recommandation acceptée en séance du bureau du 5 mars »³⁸.

Refusant de céder à ces injonctions³⁹, les « témoignages »⁴⁰ à charge d'Isabelle Blume sont présentés pour justifier son expulsion. Elle est exclue du PSB lors du conseil général, le 6 avril 1951, par 232 voix « pour » et 15 abstentions.

La stratégie du « cordon sanitaire » envers le parti communiste en Belgique a été appliquée de manière ferme par le PSB durant cette période. C'est ainsi, par exemple, que la fédération bruxelloise du PSB interdit à ses membres d'adhérer au « mouvement socialiste pour la paix »⁴¹, pourtant créé par Henri Rolin, sous prétexte que des militants communistes en faisaient partie tandis que le PSB prohiba les adhésions de sections⁴².

5. Conclusion

Au bout du compte, observons qu'à partir de 1947 et surtout de 1948, l'anticommunisme a été un élément important dans la vie du PSB à plusieurs niveaux.

D'un point de vue interne, il a été essentiel dans la mobilisation orchestrée, principalement par Paul-Henri Spaak, en faveur de l'adhésion de la Belgique aux organisations internationales de sécurité occidentale — pacte de Bruxelles et OTAN — et aux institutions européennes en gestation — CECA et CED. La lutte contre l'expansion soviétique est l'élément majeur invoqué au sein du parti et devant l'opinion publique pour adopter ces projets dans une situation qui ne s'y prêtait pas : le PSB était dans l'opposition entre 1950 et 1954 face à une majorité sociale-chrétienne homogène. De plus, le principe du réarmement allemand pour la défense de la « civilisation occidentale » était pour le moins difficile à défendre quelques années à peine après la Libération.

La « peur du rouge » a aussi été instrumentalisée de 1947 à 1954 pour justifier des choix politiques en matière politique, économique et sociale ; choix parfois difficiles, particulièrement durant l'année 1948. Elle a alors servi à minimiser les origines

et l'impact de certains mouvements sociaux, en les dénonçant comme autant d'initiatives communistes — souvent réelles.

Cette attitude s'inscrit dans un comportement général de définition de l'identité sociale-démocrate après 1945. Le « modèle social-démocrate », dont la référence positive est axée sur le principe de redistribution, fut aussi construit en référence à un contre-exemple « pseudo-socialiste », l'Union soviétique et les « démocraties populaires ». Cet élément est décisif pour saisir le comportement des formations socialistes et sociales-démocrates qui choisirent alors « l'Occident pour échapper au stalinisme », selon les termes d'Alain Bergougnoux et de Bernard Manin ⁴³.

Cet aspect et cette référence identitaires, plus ou moins prégnants jusqu'en 1991 — date de la chute du système soviétique —, furent nécessaires et utiles aux partis sociaux-démocrates au moins à trois points de vue.

En politique intérieure et dans le domaine des relations internationales, le refus de toute alliance avec les partis communistes et l'antisoviétisme constituèrent un passage obligé en vue de leur intégration complète et définitive dans le système politique de leur pays.

Sur le plan interne, la composante anticommuniste et antisoviétique de l'identité sociale-démocrate ou socialiste a pu cacher, à certaines périodes, l'absence de valeurs ou de références idéologiques positives. Nous percevons, depuis la chute du mur de Berlin et du système soviétique, l'ampleur de cette dimension.

Enfin, cet anticommunisme a souvent été utilisé comme argument de poids dans le processus décisionnel. La mobilisation contre le « danger soviétique » a été un instrument à l'échelle des relations entre Etats européens et les Etats-Unis — spécialement dans la période de reconstruction économique et de récession — et au niveau de la politique interne entre acteurs de la décision politique, économique et sociale.

Notes

¹ José GOTOVITCH, *Du rouge au tricolore. Les communistes belges de 1939 à 1944. Un aspect de la résistance en Belgique*, Labor, 1992, 609 pages, p. 379.

² Chantal KESTELOOT, Les socialistes durant l'occupation : doctrine et programme, *Cahiers marxistes*, 148, janvier 1987, p. 31.

³ Els WITTE et Jan CRAEYBECKX, *La Belgique politique de 1830 à nos jours. Les tensions d'une démocratie bourgeoise*, Labor, 1987, 634 pages, p. 265.

⁴ Selon Xavier MABILLE, la CGTB comptait 248 259 membres au moment de la fusion pour 165 968 membres aux CLS, 59 535 au MSU et 51 789 au SGUSP. Xavier MABILLE, *Histoire politique de la Belgique*, éditions du CRISP, 1986, 396 pages, p. 308.

⁵ Marianne LEBEAU, *Max Buset. Un président et son parti (1945-1959)*, mémoire de licence en sciences politiques, ULB, 1985-1986, 300 pages, p. 63.

⁶ PARTI SOCIALISTE BELGE, Bureau du 5 janvier 1948, compte rendu sténographique.

⁷ Tout en attaquant le PCB, le syndicaliste Oscar De Swaef précise ainsi qu' « il est certain que l'augmentation de certains prix a troublé l'opinion ouvrière malgré l'adaptation des taux des allocations compensatoires, à tel point que les militants syndicaux peuvent faire allusion à un malaise évident ». Oscar De SWAEF, Jean Terfve donne ses ordres, *Le Peuple*, 6 février 1948.

⁸ LOUIS DE BROUCKERE, Prix et politique, *Le Peuple*, 18 février 1948.

⁹ « La grève des mineurs n'est le résultat que de provocations communistes. Comment pourrait-on la comprendre autrement ? ». PARTI SOCIALISTE BELGE, Intervention de Paul-Henri SPAAK, Bureau du 16 février 1948, compte rendu sténographique.

¹⁰ « Pour les postiers. Aucun doute, c'est une grève politique. Elle est le travail des communistes. C'est exact, ils se sont mis en grève sans conflit, sans demander de revendications. C'est pourquoi nous avons eu recours à la mobilisation civile ». Intervention d'Achille VAN ACKER, *ibid.*

¹¹ Intervention d'Edouard ANSELEE, *ibid.*

¹² Intervention de DELOYE, *ibid.* Celle-ci lui vaut une verte réplique de Paul-Henri Spaak : « Deloye dit aussi qu'il ne faut pas toujours mettre sur le compte de l'agitation communiste [les grèves]. N'est-ce pas au parti communiste que l'on a vendredi dernier décidé de la grève, n'est-ce pas le parti communiste qui a distribué les tracts, collé les affiches ? (...) Ne voyez-vous pas qu'ils déclenchent tout cela systématiquement contre le plan Marshall. Ils veulent créer en Europe un chaos tel que les Américains ne désirent plus aider l'Europe ».

¹³ Les étrangers à la rescousse du parti communiste, *Le Peuple*, 17 février 1948.

¹⁴ Jules GÉRARD-LIBOS, Rosine LEWIN, *La Belgique entre dans la guerre froide et l'Europe (1947-1953)*, éditions Pol-His, 1992, 251 pages, p. 120.

¹⁵ Le congrès de la FGTB confirme la défaite infligée par la classe ouvrière belge aux communistes, *Le Peuple*, 1^{er} mars 1948.

¹⁶ VICTOR LAROCK, Retour d'Italie : « Bloc contre bloc », *Le Peuple*, 28 janvier 1948.

¹⁷ VICTOR LAROCK, Retour d'Italie : l'alliance socialiste-communiste, *Le Peuple*, 29 janvier 1948.

¹⁸ Marianne LEBEAU, *op. cit.*, p. 90.

¹⁹ Il y compare les partis communistes à une « cinquième colonne auprès de laquelle la cinquième colonne hitlérienne n'était qu'une organisation de boy-scouts ». Paul F. SMETS (textes réunis et présentés par), *P.-H. Spaak*. Tome 1, Goemare, 1980, 661 pages, p. 156.

²⁰ *Ibid.*, p. 154.

²¹ Intervention de Paul-Henri SPAAK, PARTI SOCIALISTE BELGE, Bureau du 4 juin 1948, compte rendu sténographique.

²² Max Buset, Israël, *Le Peuple*, 8 et 9 août 1948.

²³ Pour Meynaud, Ladrière et Périn, c'est même l'objet principal de la nouvelle coalition gouvernementale : « Paul-Henri Spaak mit alors une grande équipe sociale-chrétienne socialiste dont l'objectif principal fut de s'aligner sur la politique internationale des Etats-Unis (...) ». Jean MEYNAUD, Jean LADRIÈRE, François PERIN, La décision en Belgique. Le pouvoir et les groupes, *Cahiers de la fondation nationale des sciences politiques*, 138, 1965, 395 pages, p. 76.

²⁴ Rik COOLSAET, *Histoire de la politique étrangère belge*, Vie ouvrière, 1988, 261 pages, p. 123.

²⁵ Pour une approche détaillée, nous renvoyons à notre ouvrage : Pascal DELWIT, *Les partis socialistes et l'intégration européenne. France, Belgique, Grande-Bretagne*, Editions de l'Université de Bruxelles, Etudes européennes, 1995, 302 pages.

²⁶ Un exemple parmi d'autres : « Les Russes, il faut le reconnaître, ont bien vu les problèmes. Si nos efforts européens réussissaient, si nous parvenions même sans la Grande-Bretagne et les pays scandinaves à organiser sur de nouvelles bases politiques et économiques les seuls pays de la Communauté charbon-acier, (...) l'Occident serait en mesure de résister au chantage et la paix serait assurée, (...) l'Occident entrerait dans une vie de tranquillité et de travail, se consacrerait à ses problèmes économiques et sociaux, parviendrait à les résoudre. C'est cela qu'il ne faut pas, qu'il faut empêcher et les Russes sont prêts à payer le prix même s'il est élevé, même s'il faut faire de l'Allemagne, pour un temps, une sorte d'arbitre entre l'Occident et le communisme. (...) Il nous faut risquer d'élaborer sans tarder une constitution européenne, base juridique indispensable de la Communauté que nous avons su créer, et qui une fois créée, résistera au chantage et à l'agressivité communiste ». Paul-Henri SPAAK, Activités européennes, *Le Peuple*, 29 mai 1952.

²⁷ Voir José GOTOVITCH, *Du rouge au tricolore. Les communistes belges de 1939 à 1944. Un aspect de la résistance en Belgique*, Labor, 1992, 609 pages.

²⁸ Paul-Henri SPAAK, Leur patriotisme, *Le Peuple*, 31 décembre 1953.

²⁹ Victor LAROCK, Vers une fédération atlantique, *Le Peuple*, 31 août 1951.

³⁰ Paul-Henri SPAAK, Les erreurs de monsieur Paul Van Zeeland, *Le Peuple*, 24 juin 1953.

³¹ Sur Henri Rolin, nous renvoyons à Robert DEVLEESHOUWER, *Henri Rolin, 1891-1973. Une voie singulière, une voix solitaire*, Editions de l'Université de Bruxelles, Sociologie politique, 1994, 611 pages.

³² Nous développons cette question de manière systématique dans : Pascal DELWIT, *Aux origines des Communautés européennes : les socialistes belges entre dimension nationale et européennes*, *Fondazione Feltrinelli Quaderni*, 46/1994, Franco Angeli, Milan, 1994, pp. 141-168.

³³ Henri ROLIN, *La crise peut être salutaire*, 4 pages, Fonds Max Buset.

³⁴ Intervention d'Henri ROLIN, PARTI SOCIALISTE BELGE, Congrès national des 7 et 8 novembre 1953, compte rendu sténographique, p. 12.

³⁵ Intervention de Fernand DEHOUSSE, PARTI SOCIALISTE BELGE, *op. cit.*, p. 24.

³⁶ Voir José GOTOVITCH (entretiens recueillis et présentés par), *Isabelle Blume*, Fondation Joseph Jacquemotte, 1976, 248 pages, pp. 180 et suivantes.

³⁷ Recommandation aux membres du parti, adoptée en séance du bureau, 5 mars 1951, Fonds Max Buset, dossier 57.

³⁸ Lettre à Isabelle Blume de Buset, Piot, Luyten, Anseele, 6 mars 1951, Fonds Joseph Bracops.

³⁹ Sa réponse du 12 mars 1951 est sans concession et se termine de manière catégorique : « je pense qu'en agissant comme je le fais, je sers les intérêts de ceux qui m'ont élue, sans faire de mal au PSB, espérant que la voix qu'il étouffe si bien à l'intérieur il l'entendra peut-être de l'extérieur. A vous de prendre la responsabilité des mesures que vous jugerez opportun de prendre contre moi ». Lettre d'Isabelle Blume, 12 mars 1951, Fonds Joseph Bracops.

⁴⁰ Les femmes prévoyantes socialistes : « Le comité local de Bruxelles des FPS croit de son devoir de signaler au comité fédéral des FPS l'attitude qu'a prise, sur le territoire de Bruxelles, au cours de la journée de dimanche 12 mars, la camarade Blume (...). Le fait établi : la camarade Blume a

1. pris la parole en public (sur les escaliers de la Bourse)
2. aux côtés d'un orateur communiste : Gillis, membre du comité central du PC ; Gillis a parlé d'abord ;
3. la camarade Blume a parlé, après lui, pour saluer le cortège du rassemblement mondial des Femmes pour la paix.

Il est inutile d'expliquer ici que ce cortège était :

1. communiste ;
2. organisé pour contrecarrer et concurrencer la manifestation des FPS à la maison du peuple ».

Lettre d'I. De Prêt, S. Hassé-Pierre, G. Pellegrin, S. Reic, J. E. Vandervelde, J. Van Dezande, R. Laethem, A. Verneirt. Fonds Joseph Bracops.

La fédération Borinage : « Donc, le 9 février, au conseil général, je dénonçais la collusion inadmissible de Isabelle Blume avec les communistes au cours de deux meetings organisés par eux l'un à Frameries et l'autre à Dour « contre le réarmement allemand ». (...) Et ce qui aggrave peut-être encore son cas, c'est que des faits semblables se passent en dépit des abjurations des militants autorisés dans une région où la lutte anticommuniste est la plus âpre, où la population essentiellement ouvrière se croyant déshéritée est particulièrement sensible à leur démagogie et aperçoit peut-être moins que toute autre la confusion que créent et qu'entretenaient les moscouitaires pour mieux la « posséder ». Lettre de R. Stiévenart à Bracops, 24 février 1951, Fonds Joseph Bracops.

⁴¹ Le Conseil de la fédération bruxelloise du PSB contre le MSP et contre le MSEUE, *Le Peuple*, 11 juillet 1953.

⁴² Henri Rolin accepta cette exigence mais demanda la réciprocité pour le mouvement socialiste pour les Etats-Unis d'Europe : « Désireux d'éviter toute apparence de noyautage, nous confirmons notre intention de ne demander ni d'accepter que des adhésions individuelles à l'exclusion d'affiliations collectives de fédérations ou de sections, ou même de procéder en vue d'une action concertée à des réunions de délégués ou mandataires à la veille de réunions du parti. Nous espérons toutefois qu'une attitude semblable sera adoptée à l'avenir par les dirigeants du mouvement socialiste européen ». Lettre d'Henri Rolin à Max Buset, 10 octobre 1953, Fonds Max Buset, dossier 85.

⁴³ Alain BERGOUNIOUX et Bernard MANIN, *La social-démocratie ou le compromis*, PUF, 1979, 216 pages, p. 10.